

Europe : la dernière chance ?

Pierre Khalfa*, Lemonde.fr, 17 décembre 2010

La crise économique a fait éclater au grand jour les contradictions de la construction européenne. Au lieu d'être un espace de coopération, l'Union européenne (UE) a fait de la concurrence entre les Etats membres l'axe central de sa construction. Elle s'est érigée sur un dumping fiscal et social. L'euro est donc pris dans une contradiction fondamentale : il est la monnaie unique d'Etats qui sont en guerre économique.

L'UE s'est mise volontairement dans les mains des marchés financiers. Le financement des déficits budgétaires s'est opéré par le recours aux banques privées et autres institutions financières, la Banque centrale européenne (BCE) ne voulant, ni ne pouvant, les financer. Nous assistons à l'aberration qui consiste à ce que les banques privées puissent se refinancer auprès de la BCE à un taux d'intérêt très faible (1 %) et prêtent aux Etats à des taux plus élevés, pouvant même aller jusqu'à plus de 10 % pour la Grèce.

Cette situation est la cause immédiate de la phase actuelle de la crise, celle de la dette publique. La zone euro, censée être un havre de stabilité monétaire, est devenue une proie pour les marchés financiers. Après la Grèce et l'Irlande, quelle sera la prochaine victime ? Le Portugal et l'Espagne font figure de favoris, mais déjà des rumeurs courent sur l'Italie et la France et certains « analystes » indiquent que même l'Allemagne pourrait être touchée. « *Ils ne mourraient pas tous, mais tous étaient frappés* ».

Frappés, car d'un côté l'UE tolère que des taux d'intérêt élevés continuent d'être exigés des pays endettés, et de l'autre elle garantit aux créanciers qu'elle honorera la dette en cas de défaillance. Les banques gagnent donc à tous les coups.

La mise en place, suite à la crise grecque, du Fonds européen de stabilité financière (FESF) n'a donc rien changé au problème. Outre que ce fonds serait probablement insuffisant en cas d'attaques contre les dettes publiques de plusieurs Etats, les gouvernements continuent à se livrer aux marchés. Les déficits publics, qui ont explosé à cause de la crise financière déclenchée par les marchés financiers, vont continuer à être financés par un recours à ces mêmes marchés. La BCE peut certes acheter des dettes publiques, mais elle ne finance pas directement les Etats. Elle rachète, en cas de nécessité, des obligations d'Etat aux institutions financières sur le « marché secondaire ». Il s'agit, en fait, de leur donner l'assurance que ces obligations seront ainsi garanties quelle que soit la situation. Les banques pourront continuer à se refinancer à 1 % auprès de la BCE et à prêter aux Etats à des taux nettement supérieurs. Les gouvernements n'ont même pas fixé de taux d'intérêt maximum au-delà duquel le Fonds de stabilisation interviendrait automatiquement, ce qui aurait au moins limité la spéculation. Pire, la création du FESF s'est accompagnée d'un engagement des gouvernements européens à mettre en place des plans d'austérité drastique.

C'est une véritable purge sociale qui est en train d'être avalée par les populations du continent. La réduction des déficits publics est le prétexte, et l'occasion, pour les gouvernements, la Commission et le Fonds monétaire international (FMI) d'imposer un recul considérable des droits sociaux en Europe. Réductions massives des dépenses publiques, baisse des salaires des fonctionnaires, attaques contre le droit du travail, tout cela rappelle les orientations mises en œuvre pendant la crise de 1929 et qui avaient conduit à la Grande dépression des années 1930. Un scénario de ce type n'est aujourd'hui pas exclu, ce d'autant plus que les économies européennes sont totalement imbriquées.

Une spirale dépressive ne permettrait en aucun cas l'amélioration des finances publiques avec des déficits qui, au mieux, se stabiliseraient à leur niveau actuel, voire qui s'approfondiraient si les recettes fiscales chutaient plus vite que la réduction de dépenses... avec, à la clef, de nouvelles

* porte-parole de l'union syndicale Solidaires, membre du conseil scientifique d'Attac.

attaques spéculatives contre les Etats les plus fragiles et un risque de défaut de paiement. Une nouvelle crise financière, qui toucherait les banques possédant des obligations de ces Etats, n'est donc pas à exclure avec de nouvelles attaques contre l'euro... Les gouvernements sont obsédés par l'idée qu'il faut rassurer les marchés financiers, mais les politiques d'austérité, censés les rassurer, créent l'affolement en creusant les déficits, et plus les Etats sont en situation financière difficile, et plus les banques accroissent leurs difficultés en leur imposant des taux prohibitifs.

LES GRIFFES DE LA FINANCE

L'UE est donc à la croisée des chemins. Deux voies s'offrent à elle : soit continuer sur la trajectoire actuelle et c'est l'approfondissement de la récession, le chacun pour soi, avec le risque de montée de la xénophobie et des nationalismes et, en bout de course, l'éclatement de l'Union ; soit se saisir de la crise pour changer radicalement d'orientation.

Il faut, pour commencer, sortir l'UE des griffes de la finance. Le financement des déficits publics ne doit plus être laissé aux marchés financiers. La BCE doit pouvoir prêter de l'argent aux Etats à un très faible taux. Il s'agit donc de monétiser, au moins en partie, les déficits publics. De plus, une annulation partielle de la dette (restructuration) doit être envisagée, ne serait-ce que parce la plus grande part des déficits accumulés est due à la crise financière et à la diminution des impôts des riches et non à l'augmentation des dépenses publiques, rendant de ce fait la dette assez illégitime.

Il faut taxer les transactions financières afin de casser les mouvements spéculatifs et interdire un certain nombre de produits financiers et d'opérations boursières qui ne sont que spéculation. Les banques doivent, *a minima*, être soumises à un contrôle public strict et leurs activités centrées sur l'économie productive, ce qui suppose une séparation entre banques de dépôt et banques d'investissement. Enfin, il faut mettre fin au dumping fiscal par une harmonisation de la fiscalité. Au delà, la construction européenne doit être tournée vers la satisfaction des besoins sociaux, la réduction des inégalités et la mise en œuvre des impératifs écologiques. Il s'agit fondamentalement d'organiser une nouvelle répartition de la richesse produite en engageant au niveau européen un processus d'harmonisation par le haut des droits sociaux, avec la mise en place de critères de convergence sociaux.

Il est peu probable que les classes dirigeantes acceptent une telle perspective. C'est donc aux peuples européens de l'imposer. La mobilisation citoyenne et sociale est alors la condition même de la sortie de la crise actuelle.